

Activités juridiques : métiers du droit social (fiche nationale)

RNCP40988 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128, 315
Formacode(s)	13234, 33054, 42866
Code(s) ROME	K1902, M1501
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE (URCA) · SIRET : 19511296600799

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE DE TOULON · SIRET : 19830766200017

UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE · SIRET : 19761904200017

UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	39391439500057	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

La régulation du marché de l'emploi et de l'activité salariée fait l'objet de constantes et importantes évolutions au gré de la conjoncture économique, et des objectifs de certaines politiques sociales.

Elle se traduit par des interventions fréquentes et variées au regard des nombreuses branches du droit social, interventions initiées au niveau national par le législateur et les partenaires sociaux, mais aussi, de plus en plus, au niveau international par les organisations internationales et les institutions européennes.

De plus, la prise en compte de l'incidence des activités de l'entreprise sur l'environnement reçoit aussi des applications de plus en plus nombreuses en droit social, à travers l'essor de la notion de Responsabilité Sociétale des

Entreprises (RSE).

Les nombreuses missions rattachées aux métiers du droit social (gestion, conseil, représentation, contentieux, conciliation, contrôle, information et alerte) impliquent que les titulaires du diplôme disposent d'un spectre de compétences particulièrement étendu, englobant toutes les étapes de l'existence de la relation de travail, pour tout travailleur, en droit privé (salarié) ou en droit public (contractuel ou fonctionnaire), et qu'ils soient à termes en mesure de le compléter, en développant des capacités d'adaptation aux changements conjoncturels, voire structurels, se traduisant par une analyse actualisée plus efficace, une gestion plus stratégique des ressources humaines, ou encore une propension à améliorer le fonctionnement de l'entreprise et accroître le bien-être des travailleurs.

Les titulaires de la licence professionnelle "Activités juridiques : métiers du droit social" disposent de compétences en :

- gestion des relations individuelles du travail au quotidien, dans un contexte de développement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ou le dialogue des parties prenantes ;
- participation à la gestion des relations avec les représentants du personnel (Comité Social et Économique, Délégué Syndical, Représentant Syndical) via les réunions, la négociation, la conclusion des accords collectifs et leur articulation ;
- détection des situations de risques professionnels (accident du travail, maladie professionnelle, harcèlements, management inadapté, etc.) afin d'être en mesure d'y apporter une réponse adaptée, tant dans une perspective juridique qu'ergonomique ;
- suivi de contentieux privé (Conseil de Prud'hommes) et public (Tribunal administratif) du travail, y compris le recours à la médiation préalable, et les suites à y donner.

ACTIVITÉS VISÉES

Les activités sont menées en veillant à la conformité des différentes pratiques de gestion des ressources humaines avec l'environnement juridique et social, ainsi que le respect des règles éthiques et déontologiques, notamment dans une perspective de RSE.

- Participation au processus d'intégration des salariés (déclaration, rédaction des contrats et avenants...)
- Veille juridique en droit social et ressources humaines (RH)
- Analyse et synthèse des documents de nature juridique et rédaction d'actes juridiques
- Préparation des dossiers et communication des informations aux parties prenantes
- Participation à la gestion des litiges (secrétariat, conseil...)
- Préparation des procédures de licenciement et accompagnement des plans sociaux
- Assistance au processus du dialogue social (Instances représentatives du personnel (IRP), négociation collective, etc.)
- Analyse des situations de travail dans une perspective ergonomique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
 - Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
 - Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
 - Développer une argumentation avec esprit critique
 - Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
 - Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
 - Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
 - Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
 - Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
 - Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
 - Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- ##### Compétences spécifiques
- Rechercher une source légale, conventionnelle ou jurisprudentielle afin de garantir la conformité des différentes

pratiques de gestion des ressources humaines avec l'environnement juridique et social

- Veiller à garantir l'efficacité de la veille juridique sociale, en s'assurant de prendre en compte les principales sources officielles
- Assurer les contacts avec les administrations et avec les organismes sociaux

Dans le respect de l'environnement juridique et social, des règles éthiques et déontologiques, notamment dans une perspective de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) :

- Analyser et synthétiser des documents de nature juridique
- Préparer et suivre la mise en œuvre des dossiers, en veillant au respect des délais et des procédures
- Rédiger des actes juridiques courants, dont contrats de travail et avenants, en respectant les contraintes légales et réglementaires associées
- Appliquer et traduire sur les bulletins de paie la réglementation applicable aux différents événements liés à l'exécution du contrat (durée du travail, rémunération variable, suspension du contrat de travail etc.)
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits
- Préparer les réunions des instances représentatives du personnel, dans le respect du cadre légal et conventionnel (préparer le calendrier, préparer les documents remis aux représentants, savoir respecter les délais d'information et de consultation)
- Informer et consulter les représentants du personnel dans le respect du cadre légal et conventionnel
- Anticiper l'articulation des consultations des représentants du personnel dans des structures complexes (comités d'établissement et comité central)
- Préparer les réponses aux questions des représentants du personnel
- Organiser les réponses aux expertises diligentées par les instances représentatives du personnel
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits

En tenant compte de l'ensemble des dispositions réglementaires et des documents applicables à la structure en la matière :

- Contribuer à l'évaluation des risques professionnels, physiques et psycho-sociaux
- Retranscrire en termes juridiques les mesures d'évaluation et de prévention, notamment garantir la fiabilité juridique du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Préparer les réunions des instances représentatives du personnel, dans le respect du cadre légal et conventionnel se rapportant à la santé et à la sécurité
- Organiser les réponses aux expertises diligentées par les instances représentatives du personnel
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national.

Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP40988BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation,

évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC06 — Assurer une fonction de veille relative à l'environnement juridique, économique, social, et des conditions de travail

LISTE DE COMPÉTENCES

- Rechercher une source légale, conventionnelle ou jurisprudentielle afin de garantir la conformité des différentes pratiques de gestion des ressources humaines avec l'environnement juridique et social
- Veiller à garantir l'efficacité de la veille juridique sociale, en s'assurant de prendre en compte les principales sources officielles
- Assurer les contacts avec les administrations et avec les organismes sociaux

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC07 — Contribuer à la sécurité juridique de la gestion individuelle des ressources humaines

LISTE DE COMPÉTENCES

Dans le respect de l'environnement juridique et social, des règles éthiques et déontologiques, notamment dans une perspective de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) :

- Analyser et synthétiser des documents de nature juridique

- Préparer et suivre la mise en œuvre des dossiers, en veillant au respect des délais et des procédures
- Rédiger des actes juridiques courants, dont contrats de travail et avenants, en respectant les contraintes légales et réglementaires associées
- Appliquer et traduire sur les bulletins de paie la réglementation applicable aux différents événements liés à l'exécution du contrat (durée du travail, rémunération variable, suspension du contrat de travail etc.)
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC08 — Contribuer à la sécurité juridique de la gestion collective des ressources humaines

LISTE DE COMPÉTENCES

- Préparer les réunions des instances représentatives du personnel, dans le respect du cadre légal et conventionnel (préparer le calendrier, préparer les documents remis aux représentants, respecter les délais d'information et de consultation)
- Informer et consulter les représentants du personnel dans le respect du cadre légal et conventionnel
- Anticiper l'articulation des consultations des représentants du personnel dans des structures complexes (comités d'établissement et comité central)
- Préparer les réponses aux questions des représentants du personnel
- Organiser les réponses aux expertises diligentées par les instances représentatives du personnel
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40988BC09 — Contribuer à la sécurité juridique de la gestion des risques professionnels

LISTE DE COMPÉTENCES

En tenant compte de l'ensemble des dispositions réglementaires et des documents applicables à la structure en la matière :

- Contribuer à l'évaluation des risques professionnels, physiques et psycho-sociaux
- Retranscrire en termes juridiques les mesures d'évaluation et de prévention, notamment garantir la fiabilité juridique du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Préparer les réunions des instances représentatives du personnel, dans le respect du cadre légal et conventionnel se rapportant à la santé et à la sécurité
- Organiser les réponses aux expertises diligentées par les instances représentatives du personnel
- Anticiper les contentieux et développer des démarches alternatives de règlement des conflits

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- M 69.1: Activités juridiques

Structure spécialisée en droit social (entreprise, cabinet d'avocat, syndicat...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Collaborateur ressources humaines
- Assistant en droit social, assistant en prévention des risques professionnels
- Assistant juridique en droit social

Sous réserve de réussite au concours, les diplômés pourront accéder à des postes de d'Inspecteur du travail.

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle, les diplômés pourront accéder à des postes de responsable RH,

responsable juridique.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale, Non-durabilité de l'emploi
Salaire médian (mensuel)	2 150 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	32 679
Jugés difficiles à recruter	25 %
Emplois saisonniers	11 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 916 €
Selon la branche	6 000 € – 8 270 €
Prise en charge	Branches concernées
7 916 €	Valeur par défaut · 206 branches
8 270 €	CPNE Travail Temporaire
8 160 €	CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial et du thermalisme

8 111 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 720 €	CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes
7 440 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
7 210 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2029
Date de dernière délivrance possible	31/12/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP30040

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
<https://www.univ-lorraine.fr/>
<https://www.univ-reims.fr/>
<https://www.univ-rouen.fr/>
<https://www.univ-tln.fr/>
<https://www.univ-lyon2.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40988/>

Où se former

Formations référencées	4
Organismes	4
Régions couvertes	3
Prix indicatif	3 000 € – 7 916 €
Durée	422 – 822 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	2
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	08/2026 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	7
Montant total engagé	26 572 €
Coût moyen par dossier	3 796 €
Durée moyenne	677 h
Période	07/2025 – 09/2026
France compétences	88 %
Reste à charge titulaire	12 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.